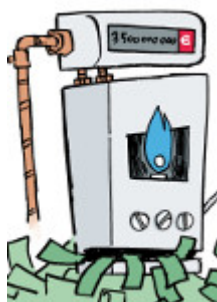


Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Gaz-le-jackpot-tranquille-2-2.html>

# Gaz : le jackpot tranquille - 2/2

- Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 6 novembre 2015

---

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

---

**+3,9 % en octobre, +2,2 % en novembre, + 72 % depuis dix ans, « c'est monté à 258 Euros pour deux mois, contre 104 Euros avant... » Au Secours populaire du Puy-en-Velay, les pauvres savent compter. Retour ligne automatique**  
**Mais à Paris, les riches aussi : « le Groupe a introduit une nouvelle politique de dividende, basée sur un taux de distribution de 65 à 75 % », « sont provisionnés 830 000 Euros par an de retraite chapeau »... Retour ligne automatique**  
**En 2014, comme en 2013, en 2012, etc., chaque abonné au gaz a versé 304 Euros aux actionnaires de GDF-Suez. C'est un véritable impôt inversé, qui prend aux travailleurs, aux retraités, pour donner aux riches.**

**S'est ainsi reformée une « grande féodalité économique ». Retour ligne automatique**  
**Qui soutire une rente à 11,5 millions de foyers. Retour ligne automatique**  
**Qui n'investit pas, qui n'imagine rien, qui se gave, juste. Retour ligne automatique**  
**On n'oserait pas faire un titre pareil, bien trop caricatural, alors on en laisse le soin aux Échos : « GDF-Suez : quand le dividende impose sa loi » (31/01/13)...**

« Ça faisait quatre ans que j'étais dans cette entreprise. Je travaillais la nuit. Je faisais la préparation de commande, dans le steak haché frais. Je restais debout dans un frigo, à zéro degré, et quand je rentrais le matin, je m'entourais de bouillottes, il me fallait deux heures pour retrouver ma température normale. Je me suis fait une fissure au ménisque, en descendant d'une machine à carton, on était toujours en speed, mais au début je n'ai rien senti, grâce au froid, ou plutôt à cause du froid.

Les douleurs ont commencé en janvier, et le médecin m'a mise en arrêt. Avec les dettes que m'avait laissées mon ex-mari, un crédit à la consommation, plus la voiture, sur mes 1 500 Euros il me restait 450 Euros pour mes deux enfants et moi, donc avec les trois jours de carence et la moitié du salaire, c'était l'asphyxie. J'ai repris. Je boitais. Et c'était pas considéré comme un accident du travail.

J'en pouvais plus. Sur Le Puy, à l'hôpital, ils me proposaient une prothèse. À Lyon, ils me suturaient le ménisque. Mais, de toute façon, je ne pourrais plus travailler debout. Ils m'ont opérée, ça n'a marché qu'à moitié, j'ai essayé les infiltrations, et quand t'ajoutais tout, bout à bout, la rupture, la santé, les enfants, le boulot, les soucis financiers... je n'arrivais plus à faire face. Je coulais, mes larmes coulaient toutes seules, le trou noir. J'étais sous antidépresseurs, une période à vide, zombie. Jusqu'au jour où ils m'ont coupé le gaz.

Un matin, je venais d'amener mon fils de neuf ans à l'école, et ma fille ouvre.

"- Est-ce que ta maman est là ?

- Elle va bientôt arriver."

Mais eux attendent même pas que je revienne :

"Je veux pas savoir. On m'a dit de couper, je coupe."

A huit heures et demie du matin, j'ai ma gosse qui m'appelle, choquée.

J'étais dans tous mes états, qu'on fasse subir ça à mes enfants ! Et ils ne m'avaient même pas envoyé une lettre pour prévenir. Il faisait encore froid. J'ai une amie qui m'a prêté un poêle à mazout. Pour faire à manger, c'était compliqué : une petite table de cuisson, un réchaud...

Moi, j'essayais de les joindre, en vain. Même avec l'assistante sociale, c'était très dur de les contacter. Leur seule offre, c'était que je devais régler la moitié de la dette, la moitié des 1300 Euros, chose que je ne pouvais pas. La famille a aidé, chacun a donné un petit peu, ma soeur serveuse, l'AS a demandé 100 Euros au Secours populaire, 100 Euros au Secours catholique, 100 Euros au FSL. Et on a réussi à débloquer, finalement, en donnant 25 %. C'était la honte.

Même ici.

Venir ici.

Entrer au Secours populaire.

Chercher à manger.

Face à des gens.

Mais moi, j'ai rien à faire là !

Je suis pas à ma place.

Et pourtant, je suis à ma place.

Je travaille depuis l'âge de 16 ans, pour les banquets, les mariages, comme femme de chambre, puis commerciale pour les petites pièces automobiles, en préparation de commande, j'ai bossé pendant treize ans, à la dure, et je me retrouve à faire la manche...

Je m'étais restreint, déjà.

Sur la nourriture, que des pâtes et du riz, heureusement les enfants ont des légumes à la cantine. C'est ma maman qui me fait le plein des courses, ou alors elle a déjà des sacs pour moi : "Tiens, y a des sacs de lait dans l'entrée." On n'avait plus de loisir, plus de cinéma, on faisait des balades à pied, à la campagne, tout ce qui est gratuit. Pour les vêtements, ils ont patienté, j'achetais une marque à ma fille de temps en temps, puisqu'elle est au collège, elle veut ressembler aux autres et quand on peut éviter les conflits... C'est pas évident, une gamine de treize ans, et moi qui lâchais un peu, qui manquais de courage à un moment, par chance, le CPE, le Conseiller principal d'éducation était là, il m'a bien aidé, on a discuté à trois, pour la recadrer, avec des interdictions de sortie, le téléphone à heure fixe, la vérification des devoirs.

Les sociétés de crédit, elles ont voulu saisir mon salaire directement, mais j'ai bien travaillé avec la Banque de France, ils ont été très à l'écoute, pas du tout dans le jugement, comme l'assistante sociale d'ailleurs, et j'ai changé de banque, j'ai quitté le Crédit mutuel pour le Crédit agricole - qui a un "espace solidarité".

J'ai vraiment trouvé des bonnes personnes, j'ai frappé aux bonnes portes.

Ça m'a sauvée.

Ils m'ont remis les compteurs à zéro.

Ma fille fait de la gym, je fais arbitre des compétitions. Mon fils joue au foot, je fais entraîneur, je lave les maillots, je suis les déplacements.

Et là, je viens de reprendre une formation. "Parme", ça s'appelle. On est dix personnes, ça fait du bien. On a tous eu des accidents, des gens qui travaillaient en usine, comme moi, ou dans le bâtiment, maçon, métallurgiste, charpentier. On se sent égal. Quand tu dis "J'ai un problème au genou", ils te regardent pas de travers, genre "Elle fait semblant, elle profite du système", parce qu'il faudrait pour vraiment souffrir que je sois en fauteuil roulant. Ce groupe m'a fait comprendre que c'était pas de ma faute, que je n'étais pas coupable.

Je recherche un projet professionnel, maintenant. Dans le social, j'ai toujours aimé le social, avec les détenus par exemple. J'aurais bien voulu continuer l'école, mais mes parents n'avaient pas les moyens. Donc c'est le moment, c'est maintenant ou jamais. Je me reconvertis en CIP, Conseillère en insertion professionnelle...

- Est-ce que vous auriez parlé aussi librement que ça, avant ?

- Ah non !

- Est-ce que vous auriez accepté de me rencontrer ?

- Peut-être pas. »

**La situation frise le surréalisme : c'est 100 % des profits qui sont versés en dividendes ! Soit, chaque année, 3,5 milliards de garantie, sans risque, pour cette minorité.**



### Le gavage

« GDF-Suez versera un dividende exceptionnel dès 2008. »

On est le 15 juillet 2008.

Les assemblées générales des actionnaires de Suez et de GDF ne se sont pas encore prononcées sur la fusion (c'est pour le lendemain, le 16). Le groupe GDF-Suez n'existe donc pas encore (c'est pour le surlendemain, le 17). Et il n'est bien sûr pas encore coté en bourse (c'est pour la semaine suivante, le 22).

Mais d'ores et déjà, qu'annoncent de concert les deux PDG, Gérard Mestrallet et Jean-François Cirelli ? Ils ont « décidé de proposer au nouveau conseil d'administration de GDF Suez de verser un dividende exceptionnel de 0,80 euro par action du nouveau groupe ». Et pour quelle raison, ce coup de pouce, de +50 % quand même ? Cette « décision s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération des actionnaires telle que définie préalablement à la fusion effective des groupes Gaz de France et Suez ». Ce sera le premier acte, plus que symbolique, de la nouvelle entité. Et de promettre dans la foulée « une croissance du dividende par action de 10 à 15 % par an en moyenne », avec « des perspectives de rémunération additionnelle », sous la forme de « dividendes exceptionnels et de rachats d'actions ».

Qu'en termes bien savants ces choses-là sont dites. En langage plus clair : on va se gaver. Et sans attendre.

Albert Frère doit être satisfait.

Jusque 2004, GDF versait 0 Euros à ses actionnaires... qui n'existaient pas, service public oblige. En 2005, à l'ouverture du capital, l'entreprise démarre avec 0,68 Euros par action. Ce dividende triple en 2008, l'année de la fusion : 2,20 Euros, puis se stabilise à 1,50 Euros.

Plus frappant encore : en 2005, 40 % des bénéfices sont redistribués aux actionnaires. Ce n'est déjà pas rien. Mais à partir de 2009, ce taux grimpe au-delà des 70 %. Et désormais, la situation frise le surréalisme : c'est 100 % des profits qui sont versés en dividendes !

Soit, chaque année, 3,5 milliards de garantie, sans risque.

3 500 000 000.

Divisés par 11,5 millions de foyers abonnés au gaz.

= 304,34.

En 2014, comme en 2013, en 2012, etc., chaque foyer abonné au gaz verse 304,34 Euros aux actionnaires de GDF-Suez.

Un véritable impôt inversé.

Qui prend aux travailleurs, aux retraités, aux chômeurs, pour le reverser à une minorité de privilégiés.

« C'est une priorité pour GDF Suez, estime le PDG. C'est une sorte de contrat moral que nous avons avec le marché et avec nos actionnaires. »

Voilà la « priorité » industrielle, et cette soif d'or maquillée en « morale ».

Mais ce choix défrise jusque chez les financiers : « GDF-Suez : Quand le dividende impose sa loi », titre ainsi Les Échos. Et la journaliste s'interroge : « Un tel effort est-il bien raisonnable, alors que le groupe s'apprête à affronter de sérieuses turbulences en Europe ? »

Car sur l'autel des actionnaires, bien d'autres intérêts sont sacrifiés.

L'intérêt dit « général », d'abord et surtout : ces 3,5 milliards, chaque année, ne servent aucunement à la recherche, à l'investissement, à préparer « la transition énergétique », à « aller vers une économie verte » - alors que le budget du ministère de l'Environnement, lui, baisse de 400 millions.

L'intérêt des salariés, ensuite, à qui - selon un tract FO - « le groupe demande de se serrer la ceinture », avec des départs en retraite non remplacés, plus de 4000 embauches gelées, un plan « Perform 2015 » qui prévoit 4,5 milliards d'économie.

L'intérêt des consommateurs, enfin. A notre grande surprise, le prix du gaz a épousé la même courbe, à peu près, que celle des dividendes : + 72 % depuis 2005. Alors que, c'est bien connu, libéralisation des marchés et concurrence non faussée conduisent forcément à une baisse des coûts...

Ceci, d'après le groupe, à cause des « coût d'approvisionnement ».

Ou à cause de « la formule », largement calée sur le cours du pétrole.

Ou parce que GDF-Suez est prompt à répercuter les hausses, un peu moins les baisses.

C'est embrouillé.

Une tambouille bien compliquée.

Et il faudrait que j'en tartine des pages, de discussions entre les PDG, le gouvernement, la Commission de régulation de l'énergie, les arrêts du Conseil d'Etat, le nouveau cadre de fixation, l'évaluation désormais mensuelle, et non plus trimestrielle, et il faudrait se farcir des kilomètres d'équations -  $m = \text{"FODEuros/t"}*0,00546 + \text{"FOLEuros/t"}*0,00431 + \text{"BRENTEuro/bl"}*0,05597 + \text{"TTFQEuros/MWh"}*0,11292 + \text{"TTFMEuros/MWh"}*0,45572 + \text{"TTFAEuros/MWh"}*0,02936 + \text{"USDEUR"}*1,16332$  - pour comprendre comment je paie mon kilowatt/heure 0,04580 Euros au tarif B1 réglementé.

Le politique se travestit en technique.

J'abandonne.

Je vais au plus simple.

Car figure une autre donnée sur ma facture.

Inaperçue.

Qui ne fait guère l'objet de débat.

L'abonnement.

En octobre 2014, 15,11 Euros par mois (hors TVA).

En février 2008, j'ai fouillé dans mes papiers, 10,08 Euros.

+ 50 %.

Largement au-delà de l'inflation, de 6 % environ sur la période.

Je ne suis pas le seul à l'avoir noté : « Début 2009, remarque un internaute, j'ai souscrit un abonnement offre de marché pour deux ans avec GDF. Prix de l'abonnement 125 Euros. Début 2011, reconduction de mon offre de marché pour deux ans toujours avec GDF. Prix de l'abonnement 179 Euros, soit 43% de hausse. »

Le député socialiste du Rhône, Jean-Louis Gagnaire, a posé la question à l'Assemblée nationale à l'ancien ministre de l'Économie, Christine Lagarde : « Le prix des abonnements a explosé entre 2008 et 2009, parfois dans des proportions invraisemblables. Selon l'arrêté du 21 décembre 2007, le prix du KW/h reflète le coût de l'approvisionnement et l'abonnement le coût des charges fixes (transport, stockage, distribution...). Par nature, l'abonnement devrait donc être beaucoup plus stable que le prix du KW/h. Les hausses considérables des abonnements au gaz sont incompréhensibles et particulièrement injustes dans la mesure où chaque particulier subit le même surcoût avec l'augmentation de la part fixe, quelque soit sa consommation réelle », mais sans obtenir de réels éclaircissements.

J'ai appelé, à mon tour, le service com' de GDF-Suez, qui m'a aimablement fourni un dossier de presse en PDF : « Les tarifs réglementés du gaz naturel en France ». Il y avait des chapitres sur « le nouveau cadre réglementaire de fixation », les « sécurités d'approvisionnement », et en appendice de longues équations. Mais dans tout le document, pas une seule fois le mot « abonnement ». Le gars au service com' m'a, gentiment, déclaré qu'il ne « disposait pas des éléments », qu'il allait se renseigner, que peut-être ils avaient fait des investissements, qu'il me rappellerait. Mais deux semaines plus tard, les « éléments » ne lui étaient toujours pas parvenus...

C'est que là, avec l'abonnement, on ne peut pas nous emberlificoter avec la crise ukrainienne, les fluctuations des

cours, les calculs à seize inconnues.  
C'est une taxe, pure et simple.  
Accordée au privé.  
Prélevée sur onze millions de foyers.  
Qui rapporte 600 millions, au moins.  
Le jackpot tranquille.  
Sans danger.  
Sans projet.  
Le retour de la rente et des grandes féodalités économiques.

### **Thomas, la cinquantaine :**

« **GDF, c'est direct "on coupe". Ils ont coupé.** »

J'étais cadre à Saint-Étienne dans une société informatique, le propriétaire a revendu sa boîte, il est parti sur les îles, et les repreneurs, des financiers, ont délogé la moitié des salariés. Moi, je suis encore informaticien à l'ancienne, autodidacte, qui a bidouillé du code tout seul, sans l'école d'ingénieur, sans le CV en règle, donc pour me recaser, alors que je gagnais 3 000 Euros par mois, c'était pas évident...

La plongée a commencé.

Après le chômage, je me suis retrouvé au RMI, en 2008, et comme l'appartement chauffait au gaz, j'ai accumulé les dettes chez GDF, jusque 1 000 Euros. C'était l'angoisse. Dès que j'entendais du bruit dans l'escalier, une porte qui claque, je flippais.

Avant la coupure, la différence, c'est qu'EDF ils te mettent en consommation restreinte, t'as le droit à 2 000 W, le frigo, la lumière, la télé, ça dure quinze jours ou un mois, ça te donne le temps de discuter avec eux.

GDF, c'est direct "on coupe". Ils ont coupé. J'ai acheté un poêle à mazout, un micro-onde, et finalement j'ai déménagé au Puy. Tu trouves à louer pour moins cher.

Sur les 621 Euros de RSA, je bloque directement 336 Euros, pour le loyer (40 Euros en plus des APL), les assurances (78 Euros), Internet, le téléphone pour mon fils, le mien (80 Euros), le Trésor public (40 Euros), et l'électricité, 98 Euros, parce que dans l'appartement tout est électrique. L'hiver, je ne dors pas dans la chambre, je reste dans le salon, pour chauffer une pièce de moins.

Franchement, je traverse une période de découragement. Je ne trouve plus la motivation. J'ai l'impression de me débattre dans des sables mouvants et de m'enfoncer.

Mais le pire, c'est pour mon gosse. Il est métis et pauvre, c'est la double peine. Avec un père célibataire, en plus. L'autre jour, un gamin lui a dit : "Ouais, toi, de toute façon, quand t'es né ta mère elle t'a chié dessus." Il lui a cassé le nez, faut pas le taquiner, il est champion régional de Viet Vo Dao.

- De quoi ?

- De Viet Vo Dao, c'est un art martial. Il fait du foot aussi, mais j'ai pas les moyens de lui payer les chaussures à crampons. C'est une fashion victim à mort, heureusement la fille de Serge, un bénévole du Secours populaire, me fournit en fringues de marque. On ne sort jamais, pas de snack, pas de piscine, pas de ciné. Mais le plus difficile, c'est pour aller voir sa maman, elle habite à Paris. Là, il est chez elle pendant les vacances, mais ils ne vont pas payer le retour. Je ne sais pas comment on va négocier, soit mon père va avancer le billet, soit il va circuler sans. On se débrouille comme ça.

On a cru à un poste dans un collège, de responsable informatique, en CAE mais bon, ça remet le pied à l'étrier. Mais non, ils ont pris un petit jeune, sans expérience mais qui avait les bons diplômes. C'est triste, parce que, pendant trois mois, tu peux cumuler RSA + CAE, donc on aurait pu régler quelques factures. Le garage par exemple. Quand je passe devant, j'ai la honte, je rase les murs, je prie pour que le patron ne me croise pas.

**Il faudrait à Stéphanie vingt ans dans ses steaks hachés congelés pour égaler un mois, juste un mois, du vice-PDG...**



### Des deux côtés, la précarité

L'Observatoire national de la précarité énergétique a rendu son premier rapport vendredi. « L'ensemble des populations en situation de précarité énergétique dans leur logement serait de l'ordre de 5,1 millions de ménages (et 11,5 millions d'individus), soit environ 20% de la population totale », souligne-t-il.

Le docteur Bernard Delesert a lui mené une étude dans l'Hérault et le Douaisis sur les « liens entre précarité énergétique et santé ». Il relève que « des problèmes de santé chroniques respiratoires, ostéo-articulaires, neurologiques ou à type de dépression apparaissent plus fréquemment dans le groupe exposé », et ceci chez les adultes comme chez les enfants.

Pendant ce temps, Gérard Mestrallet (le PDG) et Jean-François Cirelli (le vice-PDG) ont eux aussi accepté la précarité.

Tous deux ont fait l'ENA.

Tous deux sont ensuite entrés au Trésor.

Tous deux ont conseillé des ministres, Delors pour l'un, Raffarin pour l'autre.

Bref, deux pantouflards, passés de la fonction publique au privé.

Mais le risque est récompensé :

« La partie fixe de la rémunération des deux dirigeants mandataires sociaux au titre de 2013, annonce un communiqué de GDF-Suez, est demeurée inchangée, soit 1 400 000 euros pour Gérard Mestrallet et 1 000 000 euros pour Jean-François Cirelli. »

Ce n'est que pour la partie fixe :

« La partie variable de la rémunération des deux dirigeants mandataires sociaux au titre de 2013 a été fixée à 1 630 174 euros pour Gérard Mestrallet et à 892 700 euros pour Jean-François Cirelli. En outre, le Conseil d'administration a décidé l'octroi d'une rémunération variable différée au titre de 2013 sous la forme d'une attribution de 150 000 Unités de Performance à Gérard Mestrallet et de 100 000 Unités de Performance à Jean-François Cirelli. »

Ces chiffres ont suscité des réactions houleuses, d'où leur générosité :

« Cependant, compte tenu de la situation difficile du secteur de l'énergie en Europe, et des impacts sur le Groupe (y compris les efforts demandés au personnel) et sur ses actionnaires, les deux dirigeants mandataires ont renoncé à 50 % de leur rémunération variable au titre de 2013. » (Communiqué du 27 février 2014.)

Malgré ces sacrifices consentis, il leur reste quelques aumônes à ces dirigeants pour se consoler.

Les revenus de Jean-François Cirelli ont explosé. Il ne percevait « que » 300 000 Euros en 2004. « Que » : chacune de ses mensualités équivalait déjà à deux années du salaire de Stéphanie dans ses steaks hachés congelés. Dix ans plus tard, c'est dix fois plus, ses appointements tournent plutôt entre deux et trois millions, et il faudrait à Stéphanie vingt ans dans ses steaks hachés congelés pour égaler un mois, juste un mois, du vice-PDG.

Mais lui n'est qu'un prolétaire comparé à Gérard Mestrallet (et sans doute qu'il se compare davantage à son président qu'à Stéphanie). Le PDG prépare sa retraite : seize millions d'euros sont provisionnés pour sa retraite chapeau, en plus des 77 000 Euros par mois comme retraite de base.

Au total, d'après Le Figaro - et le document de référence 2013 de GDF Suez - « pour les 27 membres du comité

exécutif, le groupe gazier a provisionné 103,3 millions d'euros ».

Soit 10 Euros chaque année, par foyer.

Soit un euro environ par mois, juste pour rétribuer ces 23-là.

Les grandes féodalités économiques ont leurs seigneurs.

### **Sources :**

Les articles des Échos, beaucoup, de L'Humanité, un peu.

*Les Jours heureux, Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui*, La Découverte, 2010.

*22 juillet 2008 : La casse des services publics*, Martine Orange, Médiapart.

*Privatisation de Gaz de France : merci le PS !*, Laurence Kalafatides.

**Tous mes remerciements** à Olivier Vilain et Serge Boissy, du Secours populaire, qui m'ont guidé et accompagné dans mes recherches et sur le terrain.